



La Commune



Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail », une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les droits fondamentaux des salariés. Il détruit l'avenir des lycéens, des étudiants. Nous le savons, d'expérience: **le mot « réforme » de nos jours est utilisé à contre-emploi : toutes les « réformes » depuis 20 ans au moins sont des lois de régression sociale**, sous le fallacieux prétexte de « combattre le chômage ». Le chômage, lui, augmente sans cesse et, dans son sillage, les emplois. **Moins les travailleurs ont de droits, plus le chômage augmente !**

- Avec cette loi, **les accords d'entreprise primeront sur les conventions collectives** et sur le Code du travail. Par simple « referendum » et au moyen du chantage aux licenciements, un employeur pourra imposer des baisses de salaires et « **travailler plus, en gagnant moins** »
- Avec cette loi, **les licenciements seront facilités** (drôle de façon de « combattre le chômage ») et les licenciements abusifs seront moins indemnisés
- Avec cette loi, au jeu de la « modulation des horaires » sur l'année voire sur 3 ans, les employeurs pourront imposer **des semaines de 60 heures, des journées de 12 heures**

70% des personnes interrogées lors des derniers sondages considèrent que ce projet de loi menace les droits de tous. Une personne interrogée applaudit ce projet de loi, y compris par Tweet : il s'agit de Pierre Gattaz, chef du MEDEF. Parmi les « soutiens » à ce projet, nous avons un « spécialiste » des mauvais coups : Alain Juppé. Mais aussi la CFDT, au niveau national, qui est en train de devenir la branche « salariés » du MEDEF.

- A Alfortville, une question se pose : le sénateur-maire PS Luc Carvounas voterait-il un tel projet de loi, hostile à la majorité sociale d'Alfortville ? Entre son amitié pour Manuel Valls et l'intérêt des Alfortvillaises et Alfortvillais, choisira-t-il, le moment venu, de voter Non, pour défendre ses administrés ?

Quoi qu'il en soit, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville, tout comme de nombreuses associations, syndicats et simples citoyens, exige : le retrait complet du projet de loi El Khomri qui est ni négociable, ni amendable. D'ores et déjà, nous sommes résolument aux côtés des étudiants, des lycéens, des internautes, des cheminots et agents RATP qui seront dans la rue le 9 mars, jour initialement prévu pour la présentation de ce projet de loi devant le Conseil des ministres (repoussé au 24/03).

Alfortville, le 03-03-2015

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
